



Le Monde

Semaine du 24 au 31 janvier 1963

Numéro distribué gratuitement

Réalisé par la Fédération des groupes d'études de Lettres (F.G.E.L.)

Pages 1 et 4

Pourquoi un syndicat

« La nature a horreur du vide », disaient les vieux physiciens. La Sorbonne aussi, autant que puisse en juger l'observateur d'une planète lointaine. Son horreur va si loin qu'elle accueille en son sein plus d'étudiants qu'elle n'en peut contenir raisonnablement ; et son avidité va si loin que pour ne pas perdre une seule unité de sa population elle se crée un peu partout des annexes diverses et variées.

Est-il vraiment besoin de s'étendre longuement pour décrire les conditions de travail en Sorbonne en ce début d'année 1963 ? Tout le monde connaît les amphithéâtres surchargés, les salles de travail combles, les bibliothèques impraticables, le manque criant de professeurs et surtout d'assistants. Est-il besoin de chiffres pour étayer les faits ? La dimension du vécu quotidien dans les « amphis » ne suffit-elle pas ? Nous connaissons si bien cela qu'il est entré dans les mœurs du Sorbonnard d'arriver une demi-heure, sinon une heure à l'avance pour être assis au cours. Nous connaissons tout cela si bien que souvent nous l'oublions par lassitude, parce qu'il est trop difficile, dans une situation pénible pour tous, de ne pas finalement fermer les yeux et accepter de perdre conscience. Et puis surtout : « on n'y peut rien », « il n'y a qu'à attendre que cela passe », de toute façon « on n'y sera pas pour toute la vie » et puis « au second trimestre on aura de la place ». Enfin, pourquoi ne pas attendre que notre tutélaire administration s'occupe de tout mettre encore en ordre. Il en est de nos conditions de travail comme de l'enseignement qu'on nous donne : nous n'avons qu'à tout recevoir passifs, passifs devant le professeur qui parle, passifs devant l'administration qui essaye de nous trouver de la place. La question qu'on peut se poser : « Avons-nous oui ou non notre mot à dire au sujet des méthodes et des conditions de notre travail, des études *qu'on nous fait mener*, plus que nous les menons ? » « Avons-nous à dire que nous travaillons dans des conditions extrêmement pénibles, que souvent beaucoup d'entre nous vivent dans une situation précaire ? » « Avons-nous à proposer, à prendre en charge nos problèmes ? » La réponse est d'importance, d'elle dépend toute une série d'attitudes qui ne sont pas sans nous engager.

Si nous répondons : « Non ! » alors il n'y a plus qu'à attendre, qu'à faire confiance au don d'ubiquité de l'administration pour tout savoir ; qu'à recevoir sans murmurer un enseignement à sens unique ; au mieux, on pourra, si l'on a beaucoup de courage, aller voir son professeur et essayer d'avoir un dialogue moins déséquilibré et moins traumatisant que celui de l'examen. Ensuite, il ne reste plus qu'à souhaiter en terminer le plus vite possible ou à s'étourdir par tous les moyens.

Mais subsiste une ambiguïté fondamentale car on nous apprend tous les jours à exercer un esprit critique, à penser par nous-mêmes, à étudier les choses pour les juger objectivement.

Cette ambiguïté paraît contradiction à ceux qui répondent « Oui ! » à la question posée ci-dessus. Mais répondre « oui » implique qu'on y réfléchisse, qu'on examine la situation objective, nos besoins, et qu'on recherche leur pourquoi et leur comment ; qu'enfin on se rende compte que la réponse « oui » porte en elle une transformation radicale du rôle de l'étudiant, de son rôle et de celui des organisations qui le représentent. Répondre « oui » c'est s'interroger aussi sur le rôle du syndicat (du groupe d'études et de la F.G.E.L.). C'est ce que je voudrais examiner ici.

POURQUOI LA F.G.E.L. ?

Parce que certains d'entre nous ont voulu dire leur mot dans des affaires qui semblaient les concerner, et pas seulement parce que certains, plus généreux, ont voulu aider leurs camarades, ont voulu se grouper pour pallier certaines insuffisances. La F.G.E.L. est là pour aider les étudiants, bien sûr, elle est là pour les défendre aussi, elle est là pour exprimer leurs besoins et leur faire prendre conscience de ces besoins qu'ils n'expriment souvent pas.

Mais ceci n'est qu'un des aspects du problème, mineur malgré son importance énorme. Il s'agit en fait de la Sorbonne entière. La Sorbonne est aujourd'hui, par son extension (numérique) considérable, un gigantesque problème pour les étudiants, pour les professeurs, pour l'administration et pour le ministère. Après cette constatation il reste à résoudre le problème, à savoir : pourquoi il existe, <comment> le résoudre et qui le résoudra ?

POURQUOI Y A-T-IL UN PROBLÈME ?

Parce que d'abord il y a un problème numérique et un problème d'impossibilité matérielle : mettre 25.000 étudiants dans moins de 20.000 m², c'est une gageure qu'on peu tenir mais au prix que les étudiants connaissent.

Parce qu'aussi on a prévu ce qui allait arriver, sans qu'il y ait eu une véritable volonté d'aboutir de la part des responsables du ministère de l'éducation nationale et, plus généralement, du gouvernement. L'éducation nationale n'a jamais été bien traitée dans les budgets de l'Etat.

Parce que l'on a refusé de « voir grand », de doter l'enseignement de moyens puissants et

modernes, parce que les crédits sont peu nombreux et qu'on a préféré les attribuer autre part.

La question est de savoir aussi si on le pouvait. Il suffit seulement de se reporter à l'ensemble des budgets nationaux et de comparer. Il suffit de se reporter à ce budget 1963 pour voir ce qui est fait et ce qui pourrait être fait.

COMMENT ET QUI ?

Mais le pourquoi de l'affaire n'est pas tellement non propos ici. Il faut aussi, à partir de la pénurie objective qui existe à tous les niveaux en Sorbonne, à partir des problèmes objectifs qui se posent, savoir comment et qui les résoudra.

Il y a plusieurs manières de résoudre le problème : ou on améliore l'état ancien, ou on le change. On peut d'ailleurs faire les deux à la fois si cela est compatible. A la Sorbonne, l'amélioration est possible dans une faible mesure, car les conditions matérielles sont autant de barrières, les murs, les plafonds, autant d'obstacles infranchissables. Meilleure utilisation des locaux ? Certes, elle est possible, et l'administration s'y emploie, pas toujours aussi vite que nous le désirerions. Mais, de toute manière, il y a des dimensions infranchissables, et la Sorbonne les a atteintes. Il faut alors changer, trouver des solutions neuves, et cela très vite, car la vague démographique arrive. Mais ces changements, qui les décidera, qui les proposera, qui les contrôlera ?

Les étudiants vont-ils s'en remettre aux techniciens pour aboutir, au risque de voir se répéter les absurdités qui ont présidé à la construction de la nouvelle faculté de médecine, ou bien en tant qu'usagers vont-ils vouloir dire leur mot, exprimer leurs besoins ? Nous arrivons là au coeur du débat : les étudiants vont-ils prendre en charge leurs propres problèmes, ou vont-ils les laisser aux techniciens, s'en remettant plus ou moins à leur syndicat pour les défendre ? Les défendre, c'est très beau, mais comment, sur quelle base ? Doit-on attendre que les dirigeants syndicaux pensent pour les autres, élaborent des solutions en fonction de leurs critères personnels ? Cela reviendrait à confier à une autre aristocratie de la technique le soin de résoudre le problème, d'exprimer les besoins. On en arrive à une confrontation entre deux technocraties, deux minorités, confrontation sans portée et qui déforme le rôle véritable du syndicat, le stérilise et lui ôte toute force.

Si les étudiants sont conscients des problèmes, c'est à eux à les prendre en main, à se prendre en charge, à s'organiser collectivement pour résoudre ce problème collectif. S'il n'y a rien à la base, l'appareil syndical est sans force et condamnable dans son principe. Si les étudiants veulent s'occuper de ce qui les concerne il faut qu'à la base même ils s'organisent, c'est-à-dire dans les amphithéâtres, dans les T.P.

La F.G.E.L. a demandé que les étudiants cogèrent la faculté, parce que les problèmes de la faculté sont les leurs et que la position logique veut qu'ils participent à la solution de ces problèmes. La cogestion doit, pour être fructueuse, se faire par l'intermédiaire de l'organisation où les étudiants se rassemblent, c'est-à-dire de leur syndicat. Mais la cellule de base du syndicat, pour que *tous les étudiants* puissent *participer*, est l'amphi ou la salle

de T.P. C'est pourquoi la F.G.E.L. a lancé la campagne des *comités d'amphi*.

Eh quoi ? On demande à la majorité d'entre nous de voter aux élections, aux référendums, c'est-à-dire de nous considérer comme des citoyens responsables et on nous refuserait cette qualité-là dans le cadre de la faculté, sous prétexte que, magiquement, notre condition d'étudiant nous fait retourner à l'âge mineur. Le problème est de savoir si *nous voulons* participer réellement à la vie de la faculté, si *nous voulons* sortir de notre condition de mineurs assistés et privilégiés, pour devenir majeurs et responsables de nos propres problèmes, pour refuser l'isolement du reste de la société et rattacher notre situation à celle des autres couches de la société, enfin pour réintégrer la «vie de la cité». Pour cela, il faut d'abord commencer à se sentir responsable de notre vie quotidienne, c'est-à-dire celle de notre amphi.

Mais dira-t-on, « cela ne sert à rien, nous n'obtiendrons rien ». A cela je répondrai deux choses :

1) D'abord que si cela ne sert à rien il convient d'examiner pourquoi, de savoir si les conditions générales de notre action ne sont pas en effet contraires à celle-ci si l'on peut ou *l'on veut* nous accorder ce que nous demandons. Objectivement il faut bien voir que « les choses étant ce qu'elles sont » nous n'obtiendrons en effet jamais actuellement totale satisfaction, tout au plus obtiendrons-nous certains petits morceaux qui pourront ne pas être inconciliables avec les intérêts de ceux qui nous gouvernent et qui sont en contradiction avec les nôtres ; de toutes les manières, nous n'obtiendrons pas satisfaction sur le fond de nos revendications. Et cela, il faut le savoir pour rester lucides et conscients. Il faut aussi que les étudiants sachent que leurs dirigeants ne se font pas d'illusions sur les actions qu'ils entreprennent.

2) Mais ceci étant, notre action n'en est que plus nécessaire et notre prise de responsabilités que plus urgente, car c'est par elles que passe la réussite de notre action à plus ou moins longue échéance. Bien sûr, notre vie d'étudiant est courte et nous aimerions aller vite en besogne, mais si nous travaillons souvent plus pour ceux qui nous suivent, comme ceux qui ont précédé l'ont fait pour nous (cf. l'obtention de la sécurité sociale étudiante, la cogestion des oeuvres Universitaires, resto universitaire, logement, etc.), est-ce une raison pour ne pas le faire. Et puis, ne peut-on penser que notre condition d'étudiant n'est jamais qu'un aspect de notre condition dans la nation et qu'il convient de rattacher notre action en tant qu'étudiant à notre action dans la société entière, que lutter pour le salaire étudiant c'est lutter aussi pour notre avenir dans la société, qu'enfin il ne convient pas de séparer notre période étudiante du reste de notre vie, car nos attitudes face aux problèmes sont toujours identiques. Le problème est de savoir si nous serons responsables de nous-mêmes et de nos problèmes quels qu'ils soient, et en particulier étudiants, ou si nous nous sentirons toujours irresponsables, dominés, écrasés. Il y a là véritablement un engagement, qui doit donner non seulement son sens à notre vision du monde, mais aussi son sens à notre syndicat. Dans un cas le syndicat sera l'organe démocratique, où nous pourrions, parce que nous sommes responsables, *participer* à la vie collective et prendre en charge ce qui nous concerne ; dans l'autre cas, le syndicat sera un organisme technique chargé uniquement de

venir à notre secours, de nous fournir des photocopies, de servir de mère protectrice au même titre que l'administration.

PRENDRE LA CARTE U.N.E.F.

Enfin pour terminer je voudrais évoquer le problème de la carte U.N.E.F. Au début de l'année, quand on va dans son groupe d'études pour se renseigner, on vous dit qu'il faut prendre sa carte U.N.E.F. parce qu'elle offre de multiples avantages : prix réduits sur les photocopies, les livres, les théâtres, les vacances, etc. Ceci, c'est l'aspect des services que rend le syndicat à ses adhérents, mais il n'est qu'un à-côté du syndicat, il devrait n'être qu'un aspect mineur du syndicat.



Le bureau de la F.G.E.L. au travail. En haut : Martine Aren, V.P. extérieur, et le V.P. Gestion Tristan Ghertman. En bas, de gauche à droite : Janie Bonavita, secrétaire générale administrative ; Jean Médam, V.P. intérieur et le président Antoine Griset.

Prendre sa carte d'U.N.E.F. implique beaucoup plus et pas ce que l'on dit souvent. Cela n'implique pas d'abord, qu'on soit d'accord forcément avec l'orientation suivie par l'U.N.E.F., qu'on soit

d'accord sur tous les points avec l'U.N.E.F. et qu'on les accepte. L'U.N.E.F., la F.G.E.L., le groupe d'études ne sont pas des partis politiques auxquels on adhère parce qu'on est d'accord avec leur idéologie. L'U.N.E.F. est un syndicat, c'est-à-dire un organisme sans orientation autre au départ que la défense des intérêts des gens qu'il représente. Les courants les plus divers coexistent au sein de l'U.N.E.F., et l'orientation générale est celle de la majorité de ces courants d'idées, majorité où plusieurs courants existent qui composent les uns avec les autres. Aussi prendre sa carte U.N.E.F. cela veut dire autre chose et souvent plus que d'adhérer à une idéologie. C'est surtout un engagement à participer et à reconnaître les autres comme des interlocuteurs, à discuter démocratiquement et à accepter que l'action soit collective. C'est aussi reconnaître qu'on n'est forts qu'ensemble et qu'il faut s'allier pour gagner. C'est enfin s'engager à soutenir les autres.

Voilà ce que je voulais dire en tête de ce numéro d'information. Il n'était dans mon intention de convaincre qui que ce soit, seulement de poser des problèmes et démontrer comment on peut les résoudre. Je demande simplement aux indifférents de venir voir ce qui se passe à la F.G.E.L., de s'informer auprès de leurs délégués d'amphi, de considérer que cela les concerne autant que les autres. Il ne me semble pas juste de se déclarer irresponsable en tant qu'étudiant et de dire qu'on sera responsable plus tard « quand on sera grand ». Plus tard la même attitude reviendra, ce n'est pas parce qu'on vieillit qu'on va se trouver tout d'un coup une vocation pour la responsabilité et qu'on va tout d'un coup prendre ses problèmes en main. Cela s'apprend. Et apprendre, cela ne consiste pas à rester passif devant la « bonne parole ».

Réclamer des locaux, cela équivaut à réclamer qu'on nous consulte sur leur répartition et, donc, que nous soyons associés par nos organisations représentatives à la gestion de l'Université.

Mais cela veut dire aussi que nous nous sentons concernés par nos problèmes, que nous voulons les prendre en main à tous les niveaux, à commencer par celui de l'amphi, et que nous changions notre attitude passive, et d'abord elle vis-à-vis de nos professeurs. Il ne s'agit pas de manquer au respect qui leur est dû, mais de transformer la crainte envers le futur examinateur en une coopération libre avec le professeur ; de ne plus en faire un juge, mais seulement celui qui enseigne et apprend, c'est-à-dire une personne avec qui l'on travaille et non plus qu'on écoute seulement. Nos problèmes sont également ceux de nos professeurs, pourquoi ne pas en discuter avec eux ?

Antoine GRISET.

Président de la F.G.E.L.

20% DE REDUCTION : Un choix politique

Depuis un an déjà la coopérative de l'Uni-Club fonctionne. Tant bien que mal, en passant votre commande dans votre groupe d'études vous la récupérez une semaine après (en principe) avec 20 % de réduction sur les prix habituellement pratiqués par

les libraires.

Le service n'a pas très bien marché au premier trimestre, cela est dû à une augmentation du nombre des commandes qui est passé de 1 à 15. Une réorganisation a été entreprise, il faut penser que le

délai de livraison d'une semaine à dix jours ne sera dépassé que rarement, à moins que l'ouvrage commandé soit en réimpression ou manque chez l'éditeur.

En commandant les livres dont vous avez besoin au siège de votre groupe, envisagez-vous seulement une réduction du prix ou faites-vous implicitement un choix, un choix qui se révèle être d'ordre politique? Les deux à la fois bien sûr. Vous niez en fait l'utilité du libraire qui peut être remplacé, nous le démontrons, et remplacé avantageusement : il fait 33 % de bénéfice sur notre dos quand il nous vend un livre, nous nous sommes pris en charge et nous assurons le service nous-même, le résultat de notre union est évident, en éliminant les frais de fonctionnement et l'amortissement de l'emprunt initial (pour payer le bail du local du 88, boulevard Saint-Michel) nous arrivons à faire 20 % moins cher que les libraires. Ce groupe social, très répandu au quartier latin, vit en fait en parasite sur le dos des étudiants, notre rôle est donc de l'éliminer, de faire confiance à notre coopérative, même si au début elle ne fonctionne pas parfaitement.

Et pourtant avec ces 20 % de réduction les livres universitaires sont toujours vendus à des prix astronomiques, pourquoi? On le comprendra en quelques lignes.

Supposons qu'un éditeur sorte un livre au prix de 1 franc, bénéfice et droits d'auteur compris, il ne le vend pas directement aux libraires, mais à un organisme centralisateur la maison Hachette qui détient le monopole de la distribution des livres. Pour ses bons services le trust Hachette vend aux libraires le livre initial avec une majoration de 50 % (eh! oui...), le

libraire reçoit donc le livre au prix de 1,50 franc ; pour faire un bénéfice de 33 % sur son prix de vente il majore le tarif de 50 %, résultat le livre arrivant au bout de la chaîne est vendu 2,25 francs.

Nous voyons là encore que nos intérêts sont amenés à entrer en lutte avec ceux du trust Hachette. En prenant contact avec des imprimeurs et en distribuant nous-mêmes les livres par l'intermédiaire des groupes d'étude ou d'une librairie gérée par les étudiants nous arriverions facilement à vendre le même livre avec de 40 à 50 % de réduction, soit 1,23 à 1,35 franc, au lieu de 2,25 francs.

En conclusion, pour arriver à ce résultat, deux facteurs sont nécessaires d'abord que nous prenions entièrement conscience de l'utilité d'être groupés, de la nécessité impérieuse de la plus grande cohésion du groupe social que nous formons, de la prise en charge par nous-mêmes de nos problèmes, ensuite que nous soyons autant conscients que le trust Hachette et les libraires du quartier latin ne sont pas les seuls à s'opposer à nos intérêts et que, comme le démontrent les autres articles de ce journal, le reste des entreprises privées, surtout celles travaillant pour fournir du matériel pour l'armée et sa force de frappe, ont des intérêts diamétralement opposés aux nôtres.

Ces entreprises étant le soutien objectif du pouvoir actuel, pour que cesse cet état de fait nous devons logiquement entreprendre une action commune avec les groupes sociaux qui ont les mêmes intérêts que nous et avec leurs représentants : les syndicats de paysans et d'ouvriers.

Tristan GHERTMAN. V.P. Gestion

Le Monde

Semaine du 24 au 31 janvier 1963

Numéro distribué gratuitement

Réalisé par la Fédération des groupes d'études de Lettres (F.G.E.L.)

Pages 1 et 4